

# Limites et durée de mandat des dirigeants africains liés à la stabilité

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



---

Les progrès vers l'institutionnalisation de la norme des limites du mandat présidentiel en Afrique ont été mitigés. Les dirigeants de cinq pays ont éludé les limites de mandats depuis 2015, portant à 18 le nombre de pays n'ayant pas de limite de mandat. Par contraste, 21 pays africains ont maintenu les limites de mandats présidentiels et 15 autres ont instauré des limites qui n'existaient pas auparavant. Ces limites, à leur tour, ont de vastes implications:

- Sur les 21 pays africains qui ont maintenu les limites de mandats, les chefs d'Etat sont au pouvoir depuis 4 ans, en moyenne.
- Le temps moyen au pouvoir pour les 10 dirigeants africains qui ont éludé les limites de mandats est de 22 ans.
- Les pays qui n'ont pas de limite de durée tendent à être plus

instables. Un tiers de ces 18 pays sont confrontés à un conflit armé. En revanche, seuls deux des 21 pays qui ont maintenu les limites de mandats présidentiels sont en conflit.

- De fortes variations régionales dans le respect des limites de durée sont évidentes.
  - Huit des dix pays où les limites de mandats ont été supprimées sont en Afrique centrale.
  - La Corne de l'Afrique a la plus forte concentration de pays sans limite de durée de mandat.
  - L'Afrique australe et occidentale ont fait les plus grands progrès dans le respect des limites de durée de mandat.
  - Bien que fragiles, les lois sur les limites de mandat sont maintenant en place pour la plupart des pays d'Afrique du Nord.

Aucune limite constitutionnelle de deux mandats	Pays à deux échéances inscrits dans la constitution			
	La limite de durée de mandat n'a pas encore été atteinte	La limite de durée de deux mandats a été atteinte		A quitté le pouvoir (Premiers chefs d'Etats à respecter la fin de mandat)
		Tentative de modification ou élimination de la limite de durée		
		Réussie	Non réussie	
Érythrée	Mauritanie (2019)	Togo (Eyadéma, 2002)	Zambie (Chiluba, 2001)	Tanzanie (Mwinyi, 1995)
Éthiopie <sup>1</sup>	Côte d'Ivoire (2020)	Gabon (Bongo, 2003)	Malawi (Muluzi, 2003)	Ghana (Rawlings, 2001)
Gambie	Guinée (2020)	Ouganda (Museveni, 2005, 2018) <sup>6</sup>	Nigéria (Obasanjo, 2006)	São Tomé-et-Príncipe (Trovoada, 2001)
Lesotho <sup>1</sup>	Soudan (2020)	Tchad (Deby, 2005)	Niger (Tandja, 2009)	Cap-Vert <sup>8</sup> (Monteiro, 2001)
Maroc <sup>2</sup>	Egypte (2022)	Cameroun (Biya, 2008)	Sénégal (Wade, 2012)	Mali (Konaré, 2002)
Somalie	Madagascar (2024)	Djibouti (Guelleh, 2010)	Burkina Faso (Compaoré, 2014)	Maurice <sup>8</sup> (Uteem, 2002)
Soudan du Sud <sup>3</sup>	Tunisie (2024)	Rwanda (Kagame, 2015)		Kenya (Moi, 2002)
Swaziland <sup>2</sup>	Guinée-Bissau (2024)	Burundi (Nkurunziza, 2015) <sup>7</sup>		Mozambique (Chissano, 2005)
	Seychelles (2025)	République du Congo (Nguesso, 2015)		Bénin (Kérékou, 2006)
	Libye (2026) <sup>4</sup>	RDC (Kabila, 2016) <sup>8</sup>		Comores (Assoumani, 2006)
	République centrafricaine (2026)			Sierra Leone (Kabbah, 2007)
	Zimbabwe (2027)			Botswana (Mogae, 2008)
	Angola (2028)			Afrique du Sud (Mbeki, 2008)
	Algérie (2029) <sup>5</sup>			Namibie (Pohamba, 2015)
	Guinée équatoriale (2030)			Libéria (Sirleaf, 2018)

<sup>1</sup> L'autorité exécutive est en grande partie sous contrôle du Premier ministre, qui ne fait pas face à des restrictions de durée de mandat.

<sup>2</sup> L'autorité exécutive est détenue par un monarque.

<sup>3</sup> Soudan du Sud: Le mandat de Salva Kiir en tant que président élu a pris fin en 2015. Cependant, il s'est maintenu au pouvoir sans renouveler son mandat.

<sup>4</sup> Libye: Le projet de Constitution de 2016 impose des limites à deux termes.

<sup>5</sup> Algérie: une limite de deux mandats de cinq ans a été rétablie en 2016, permettant théoriquement à Abdelaziz Bouteflika de briguer deux mandats supplémentaires à compter de 2019.

<sup>6</sup> Ouganda: les limites des mandats présidentiels ont été levées en 2005 et la limite d'âge a été supprimée en 2018.

<sup>7</sup> Burundi: Tandis que sa légitimité reste contestée, Pierre Nkurunziza a maintenu son pouvoir au-delà de l'expiration de son mandat en 2015.

<sup>8</sup> RDC: Joseph Kabila a achevé son second mandat en 2016 mais se maintient toujours au pouvoir.

<sup>9</sup> La fonction de président est limitée dans la durée, cependant le pouvoir est partagé avec un premier ministre qui n'est pas soumis à une durée de mandat.



Par le [Centre d'études stratégiques de l'Afrique](#) (7 mars 2018)

# Réformé, le franc CFA va glisser vers l'Éco

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



---

Un accord franco-africain pour un changement de nom du franc CFA vers l'Éco a été décidé. L'annonce a été faite à Abidjan par les présidents Ouattara et Macron.

Le pas presse dans les relations financières entre les pays africains de la zone franc et la [France](#). À l'occasion de la visite du président Macron en [Côte d'Ivoire](#), le président Ouattara a annoncé que huit pays d'[Afrique](#) de l'Ouest et la France ont décidé une réforme d'envergure du franc CFA. « Le franc CFA a été un outil essentiel, mais nous devons entreprendre des réformes encore plus ambitieuses afin de consolider notre dynamique de croissance, préserver le pouvoir d'achat de nos populations », a dit le président ivoirien, qui a tenu à préciser qu'il s'agit là d'une « décision prise en toute souveraineté ». Le premier changement va concerner la dénomination de la nouvelle monnaie. Ce sera l'Éco. « Nous avons décidé une réforme du franc CFA avec trois changements majeurs [...], dont celui du nom », « l'arrêt de la centralisation de 50 % des réserves au Trésor français ». Point important : il n'y aura désormais plus de représentants français siégeant au sein des instances de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Réaction du président Emmanuel Macron : il s'est félicité de

la « réforme historique majeure » que représente cet accord. « L'Éco verra le jour en 2020, je m'en félicite », a déclaré le président français ce samedi au cours d'une conférence de presse avec son homologue ivoirien [Alassane Ouattara](#). « Le franc CFA était perçu comme l'un des vestiges de la Françafrique », a-t-il estimé, expliquant que c'est en entendant la jeunesse africaine qu'il a voulu engager cette réforme. « Le franc CFA cristallise de nombreuses critiques sur la France. Je vois votre jeunesse qui nous reproche une relation qu'elle juge post-coloniale. Donc rompons les amarres », a-t-il poursuivi.

## **Une décision « historique » qui accompagne la mise en place de l'Éco**

L'annonce

de cet accord intervient au moment où la Communauté économique des

États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) exhorte plus que jamais ses États

membres à poursuivre les efforts visant le respect des critères de

convergence requis pour la mise en œuvre de la monnaie commune si l'on

en croit, cité par l'AFP, Jean-Claude Kassi Brou, président de la

Commission de la Cédéao à la clôture d'un sommet extraordinaire des

chefs d'État à Abuja.

Quel est le cadre prévu à cet effet ? D'abord, ce sera celui des critères clés de convergence. Il est prévu qu'ils restent en dessous de 3 % du Produit intérieur brut quant au déficit, de 10 % pour l'inflation, avec une dette inférieure à 70 % du PIB. En tout cas, tout en se félicitant des « progrès enregistrés », la conférence a demandé au comité ministériel en charge du dossier d'« accélérer » ses efforts en vue de

« la création de l'union monétaire de la Cédéao en 2020 ». Les chefs d'État des 15 pays de la région ont par ailleurs adopté le symbole de l'Éco – « EC » – ainsi que le nom de la future banque centrale de la Cédéao, la « Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest ».

## **Pas de calendrier annoncé officiellement...**

Interrogée par l'AFP en marge du sommet, Zainab Shamsuna Ahmed, ministre des Finances du Nigeria, poids lourd économique régional, s'est montrée cependant prudente, affirmant que la mise en œuvre de l'Éco en 2020 « n'est pas certaine ». « Il reste encore du travail à faire individuellement pour répondre aux critères de convergence », a-t-elle souligné. Selon la ministre, le principe acté est que les pays doivent avoir rempli ces critères « trois années de suite », ce qui est uniquement le cas du Togo pour l'instant. « Beaucoup de nos pays n'ont pas été en mesure de le faire, il y aura donc une session de surveillance pour évaluer les progrès des pays, puis une autre réunion en juin [2020] pour faire le point », a-t-elle affirmé.

## **... mais la fin d'une époque**

Quoi qu'il en soit, il faut retenir que les changements qui vont être opérés autour du franc CFA confirmés par les présidents Ouattara et Macron mettent fin à une situation particulière au sein de la Cédéao. Jusqu'à présent, les monnaies au sein de l'organisation économique régionale se divisaient en deux camps : d'un côté, celui des huit pays utilisant le franc CFA, dont la parité fixe est arrimée à l'euro, et celui de sept autres pays avec autant de devises qui ne sont pas convertibles entre elles.

Pour rappel, établi en 1945, une quinzaine d'années avant l'indépendance des colonies françaises, la valeur du franc CFA est aujourd'hui indexée sur l'euro (1 euro = 655,96 francs CFA). Les États utilisant le CFA devaient par ailleurs déposer

50 % de leurs réserves en France. En contrepartie, leur convertibilité illimitée avec l'euro leur donnait une crédibilité internationale. C'est désormais terminé pour les réserves et aussi pour la présence de Français dans les organes de gouvernement de la BCEAO, la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest. Malgré tout, la France va continuer à accorder sa garantie. Voilà donc un chantier monétaire nouveau qui s'ouvre et qui promet bien des débats. Il se greffe à une question sur la table depuis des années, celle d'une devise unique dans la région qui a longtemps suscité les réticences du Nigeria, lequel exigeait que l'éventuelle monnaie commune soit déconnectée du Trésor français. Il semble qu'un verrou soit sur le point de sauter. Reste à savoir les modalités précises des changements opérés au niveau du franc CFA et leur adaptabilité à la nouvelle donne d'une greffe avec d'autres monnaies qui, elles, ne bénéficient pas de la garantie du Trésor français.

---

[Le Point](#)

---

---

## **Quel avenir pour le franc CFA? [Édito François Lenglet]**

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



---

ÉDITO – La semaine du 16 décembre, Emmanuel Macron se rend en Afrique, où il évoquera notamment l’avenir du franc CFA, une monnaie très critiquée par bon nombre d’États africains comme n’étant plus adaptée aux réalités économiques modernes.

---

Emmanuel Macron se rend en Afrique la semaine du 16 décembre pour parler de l’avenir du franc CFA. Il doit notamment rencontrer le président de Côte d’Ivoire pour évoquer ce legs de l’histoire coloniale : il s’agit d’une monnaie liée à l’euro par un taux de change fixe, gérée par la France, et utilisée par 14 pays africains (8 en **Afrique de l’Ouest** dont la Côte d’Ivoire et le Bénin et 4 en **Afrique centrale** dont le Gabon).

Lancé en 1944, ce franc CFA a été pensé pour créer un espace économique intégré, principalement au bénéfice des entreprises françaises. **Mais aujourd’hui, la contestation monte dans beaucoup de pays africains, qui veulent retrouver leur souveraineté monétaire.**

Le mois dernier, c’est le président du Bénin qui indiquait vouloir rapatrier les réserves monétaires des pays africains concernés. [En Afrique de l’Ouest, il y a même un projet de monnaie commune alternative entre plusieurs pays : l’Eco.](#)

# Le CFA déséquilibre les pays

Aujourd'hui,

**la moitié des réserves monétaires des pays qui utilisent le franc CFA**

**son déposées à la Banque de France, qui les rémunère à 0,75%.**

Mais l'influence de la France est aujourd'hui déclinante en Afrique, au

profit de la Chine et de la Russie notamment. La survivance du CFA

apparaît donc un peu baroque aujourd'hui. [L'Élysée semble prête à accompagner cette évolution.](#)

Pour les 14 pays concernés, le franc CFA représente à la fois des inconvénients et des avantages. D'abord, **l'euro est une monnaie beaucoup trop forte pour les économies africaines,**

qui les empêche d'être compétitives sur les marchés extérieurs. À

l'inverse, une monnaie forte facilite leurs importations, ce qui

déséquilibre commercialement les pays de la zone CFA.

## L'indépendance monétaire est illusoire

Par ailleurs, le CFA englobe des pays aux réalités très différentes : rien à voir entre l'économie pétrolière du Gabon et une [zone sahélienne](#) dominée par l'agriculture. Pour cette raison, le FMI a longtemps été très critique sur la zone franc.

**Mais le CFA est une monnaie stable**

: cela empêche les 14 pays qui l'utilisent de connaître l'inflation et

les crises monétaires qui touchent bon nombre de leurs voisins. En

contrepartie du handicap de compétitivité, ils bénéficient de la

crédibilité de l'euro.

Dans l'idéal il faudrait **faire évoluer le système vers un taux de change ajustable** garanti par la France, avec la souplesse nécessaire pour dévaluer en cas de besoin. Bien sûr, cela ne donnerait pas aux pays africains une [souveraineté intégrale](#). Mais pour des petits pays africains ou européens, l'idée d'une indépendance monétaire totale est largement illusoire dans un monde où les capitaux sont libres : il n'y a que les États-Unis qui en profitent.

---

Cet article est republié à partir de [rtl.fr](#). Lire l'[article original](#)

---

---

# Élection présidentielle en Guinée-Bissau : quels enjeux?

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



---

La Guinée-Bissau élit son président ce dimanche 24 novembre. Sur les douze candidats, deux favoris : le président sortant José Mario Vaz, et Domingos Simoes Pereira, ex-Premier ministre et chef de la formation dominante au Parlement, le PAIGC.

---

Près de 700 000 Bissau-Guinéens sont appelés aux urnes ce dimanche 24 novembre entre 7 heures et 17 heures (GMT et heure locale). Les premières tendances sont attendues en début de semaine. Quant au second tour, sa date est fixée au 29 décembre.

### ▪ Douze candidats

Les électeurs doivent départager douze candidats – tous des hommes. Les favoris sont des acteurs des crises politiques qui ont ébranlé l'ancienne colonie portugaise ces dernières années :

- le président sortant, José Mario Vaz. Exclu du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), il concourt en indépendant. Il est le premier chef d'Etat en 25 ans à avoir terminé son mandat, les autres ayant été tués ou renversés.
- le Premier ministre entre 2014 et 2015, Domingos Simoes Pereira, chef de l'historique PAIGC,
- Umaro Sissoco Embaló, à la tête d'une dissidence du PAIGC,
- Nuno Nabiam, battu au second tour en 2014.

### ▪ Vote anticipé des militaires

Jeudi 21 novembre, les membres des forces armées et de sécurité ont donné le coup d'envoi de l'élection présidentielle. Ils ont voté dans les isolements installés dans la cour de la Commission nationale électorale (CNE). Le scrutin s'est déroulé dans le calme, ont

constaté  
des journalistes de l'AFP.

### ▪ Une campagne pacifique malgré les tensions

Peu de violence pendant cette campagne qui aura vu des caravanes tapageuses scander les noms des candidats à travers le pays, et des posters géants à leur effigie dans la capitale.

Dans une banlieue de Bissau, en campagne ce mercredi 20 novembre, José Mario Vaz jouait la carte de la différence avec la classe politique régnante. Il a assuré refuser *"de faire le jeu d'un petit groupe de gens qui pillent et volent les deniers publics"*.

Au siège du PAIGC paré de banderoles, Dan Yala, une responsable de la campagne de Domingos Simoes Pereira, assure que celui-ci *"s'occupera des couches vulnérables comme les femmes, les enfants, les vieillards et les anciens combattants"*, règlera le problème crucial des salaires impayés des fonctionnaires et attirera les investisseurs.

José Mario Vaz et Domingos Simoes Pereira promettent de respecter le résultat des urnes. *"S'il est transparent et sans tripatouillage"*, assure le président sortant. Les Etats ouest-africains, médiateurs historiques en Guinée-Bissau, et d'autres ont dépêché leurs observateurs.

Il faut dire que la crise en cours au sommet du pouvoir a fait douter jusqu'au bout de la tenue de la présidentielle. La faute à une paralysie quasi complète depuis des années : la Constitution bissau-guinéenne

neutralise les pouvoirs respectifs du président et du Premier ministre.

### ▪ **Le spectre d'une guerre civile**

Le président José Mario Vaz a engagé le bras de fer le 28 octobre 2019 en limogeant et remplaçant son Premier ministre Aristides Gomes. Ce dernier était chargé par la communauté internationale de diriger les affaires du pays, et d'organiser l'élection présidentielle.

Aristides Gomes refuse de quitter son poste, le président menace de recourir à la force. La légalité est avec Aristides Gomes, s'accordent la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'ONU et l'Union européenne. Les agissements du président font courir "*des risques de guerre civile*", s'est alarmée la Cédéao. Ce coup d'éclat n'est pas le premier qu'ait connu le pays lusophone, abonné aux crises institutionnelles.

### ▪ **Un pays instable**

La Guinée-Bissau a connu quatre putschs (le dernier en 2012), seize tentatives de coup d'Etat et une valse des gouvernements, depuis son indépendance en 1974.

L'actuel président José Mario Vaz a été élu en mai 2014, après un accord entre les autorités de transition et les putschistes. Deux ans plus tôt, le chef d'état-major dirigeait un coup d'Etat à deux

semaines du  
second tour de la présidentielle.

La présidence de José Mario Vaz a vécu au rythme des changements de Premier ministre, et de sa confrontation avec le PAIGC. Élu sous l'étiquette de ce parti, l'actuel chef de l'État limoge en 2015 [Domingos Simoes Pereira](#) du poste de Premier ministre.

Cette paralysie est toujours d'actualité, et pourrait se prolonger si la présidentielle était remportée par un adversaire de la PAIGC, [la majorité parlementaire élue en 2019](#). À ces tensions politiques s'ajoutent la pauvreté et la corruption endémiques.

#### ▪ **Narco-trafic et corruption en Guinée-Bissau**

Sécurité, développement, démocratie. L'Afrique de l'Ouest, déjà confrontée à la propagation djihadiste au Mali et au Burkina Faso, ne souhaite pas que l'instabilité de la Guinée-Bissau se renforce. Ce pays est fragile. Ses ressources, telles que la bauxite, les phosphates et les forêts, sont en grande partie inexploitées. Les trafics, de bois mais aussi de drogue, prospèrent.

L'instabilité et la pauvreté ont favorisé l'implantation de narcotrafiquants, qui utilisent la Guinée-Bissau comme zone de transit de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe, parfois sous la protection de hauts gradés de l'armée.

L'ONU a salué les progrès réalisés dans la lutte contre le narco-trafic

depuis l'élection de José Mario Vaz. Mais elle a regretté que, depuis avril 2018, la volonté des autorités en la matière se soit "*peu affermie*". Le pays pâtit d'une corruption endémique : il était classé 172e sur 180 pays en 2018 selon [l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International](#).

---

## La Guinée-Bissau en chiffres

**1, 87** : million d'habitants en 2018 (selon la Banque mondiale)

**3e** : producteur africain de noix de cajou

**4,3%** : prévision de la croissance du PIB en 2019 Banque mondiale.

**177e** : sur 189 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (classement 2018)

**70%** : de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour.

**58 ans** : l'espérance de vie moyenne

---

[tv5monde](#)

---

# Comprendre la crise politique en Guinée-Bissau

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



Alors que la Guinée-Bissau s'acheminait vers une élection présidentielle, elle s'est subitement enfoncée dans une nouvelle crise politique née du limogeage, le 28 octobre dernier, du Premier ministre Aristides Gomes par le président José Mário Vaz.

---

Intervenue à quelques semaines seulement de la présidentielle, le 24 novembre, au détriment d'un gouvernement en charge de l'organisation de la compétition électorale, la décision a provoqué une véritable levée de bouclier au niveau régional et international.

Pour l'ONU et la CEDEAO, le gouvernement légitime demeure celui d'Aristide Gomes, et pas celui de Faustino Fudut Imbali, récemment désigné, le 31 octobre par le président Mário Vaz.

L'organisation régionale a même donné un ultimatum aux membres du nouveau "gouvernement illégal" pour qu'ils se retirent et se mettent à la disposition des "institutions légales" du pays sous peine de "sanctions sévères".

Selon la CEDEAO, l'installation du nouvel appareil exécutif contesté a "aggravé" la crise dans le pays.

Finalement, suites aux multiples pressions, le clan Mário Vaz

a dû reculer et le nouveau Premier ministre démissionner ce vendredi.

La CEDEAO se prononçait ce même vendredi sur la situation de ce pays, lors d'un sommet à Niamey.

“Alors que nous sommes indépendants depuis 46 ans, certains acteurs internes et externes prétendent nous imposer une sorte de tutelle internationale”, a déclaré le président Vaz au début de cette nouvelle crise.

Un comité interministériel de la CEDEAO s'est même rendu à Bissau pour essayer de faire entendre raison au Président dont le mandat actuel est censé prendre fin le 24 novembre.

Il a été dirigé par le ministre nigérien des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres de la CEDEAO, Kalla Ankourao.

La délégation était composée du ministre d'État et secrétaire général de la présidence de la République de Guinée, Naby Kiridi Bangoura, président de la Commission de la CEDEAO, de Jean-Claude Kouassi Brou, le commissaire pour la Paix, la Sécurité et les Affaires politiques, de Francis Behanzin et des responsables des forces ECOMIB (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau).

Il a réaffirmé son soutien au Premier ministre Aristides Gomes, à son gouvernement et au plan gouvernemental approuvé par l'Assemblée nationale, qui, selon lui, est la preuve du soutien du parlement guinéen au gouvernement Gomes.

En outre, le communiqué de la délégation régionale a exhorté les forces de défense et de sécurité à s'abstenir de suivre

des “ordres illégaux”.

Rien n’y fit. Le président était resté campé sur sa position, se contentant d’évoquer les raisons qui ont sous-tendu sa décision de limogeage.

Dans un élan de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, le président a même convoqué, lundi 05 novembre, “un conseil de défense”, réunissant des militaires y compris le Chef d’Etat-Major Général de l’Armée, évoquant son titre de “commandant en chef des forces armées”.

## **Les ambassadeurs en soutien au gouvernement limogé**

Les ambassadeurs des différents pays accrédités en Guinée-Bissau ont déclaré qu’il n’y a aucune raison de renverser le gouvernement actuel car il ne reste que quelques jours pour l’élection présidentielle.

L’avis des ambassadeurs a été exprimé ce lundi (4 novembre) par l’ambassadeur des Etats-Unis Tulinado Mussingi après une brève rencontre avec Aristide Gomes et quelques membres de son gouvernement.

“Nous ne voyons aucune raison de changer de gouvernement puisqu’il ne reste plus que 20 jours avant les élections, mais à partir de maintenant, le gouvernement Aristides continuera à travailler pour le processus démocratique”.

“Aujourd’hui, nous sommes venus déclarer notre soutien au gouvernement d’Aristides Gomes alors qu’il prépare les élections et nous continuerons à travailler avec ce gouvernement jusqu’à ce que les élections présidentielles aient lieu”, a-t-il déclaré.

Réunis ce vendredi à Niamey, les Chefs d'Etats de la CEDEAO ont examiné le rapport de la Commission de la CEDEAO et réaffirmé leur soutien au Premier ministre limogé, mandaté de poursuivre l'organisation de l'élection. Il ont invité la Commission à leur soumettre des noms personnes qui entraveraient le processus, en vue de leur appliquer sanctions ciblées.

« La Conférence décide de l'envoi à Bissau d'une mission de chefs d'État et de gouvernement dirigée par le président de la conférence [le Nigérien Mahamadou Issoufou] et composée des chefs d'État de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée et du Nigeria pour transmettre au président Vaz les décisions de la Conférence. Cette mission sera précédée d'une mission des chefs d'état-major de la CEDEAO», annonce le communiqué sanctionnant les travaux des Chefs d'Etats.

## **Une histoire d'inimitié**

L'inimitié entre les deux hommes n'est pas nouvelle. Issu pourtant du PAIGC, plus vieux parti du pays, José Mário Vaz a fini par en être exclu alors que ses relations avec des représentants dudit parti, majoritaire à l'Assemblée, n'ont cessé de se dégrader, y compris avec Aristides Gomes, son nième Premier ministre en 5 ans.

Dans une déclaration rendue publique le vendredi 1er novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a "appelé le président José Mario Vaz et le gouvernement dirigé par le Premier ministre Aristides Gomes, chargé de conduire le processus électoral, à

résoudre leurs divergences dans un esprit de respect et de coopération”.

[bbc](#)

---

# Une foule de manifestants contre le régime politique en Algérie

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



En ce jour de Fête de la révolution, des milliers d'Algériens continuent d'exprimer leur mécontentement contre la classe politique.

La contestation, qui a repris depuis la rentrée de septembre, prend une tournure plus symbolique ce vendredi 1er novembre. Une marée humaine a envahi vendredi les rues du centre d'Alger en réclamant une nouvelle « indépendance » de l'Algérie, 65 ans, jour pour jour, après le début de la lutte armée contre le colonisateur français, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse. L'absence de comptage officiel et la topographie rendent impossible le décompte des manifestants, mais, en ce 37e vendredi consécutif de manifestation, la mobilisation est semblable à celle constatée au plus fort du hirak, le mouvement de contestation inédit dont l'Algérie est

le théâtre depuis le 22 février.

Avant

de commencer à se disperser sans incident en fin d'après-midi, l'énorme cortège a progressé très lentement durant plusieurs heures dans des rues noires de monde, autour de la Grande Poste, bâtiment emblématique du cœur d'Alger et devenu le lieu de rassemblement des manifestations hebdomadaires. Les manifestants ont notamment scandé « L'Algérie veut son indépendance », « Le peuple veut son indépendance ».

## **Mobilisation sur les réseaux sociaux**

Le

1er novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) tout juste créé déclenche la « Révolution algérienne » et la lutte armée pour l'indépendance, avec une série d'attentats simultanés sur le territoire algérien. Décrété Fête de la révolution, le 1er novembre est férié en Algérie. « Les aînés ont combattu la France, nous, on combat le système mafieux qui a confisqué notre indépendance », a expliqué à l'Agence France-Presse M'hand, retraité de 63 ans, parti à 5 heures du matin de Boumerdès, à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Alger, pour rejoindre la capitale.

« # HIRAK\_du\_1er\_novembre »,

« #Envahissons\_la\_capitale » : ces derniers jours sur les

réseaux

sociaux, ces nouveaux hashtags en arabe avaient appelé les Algériens à

converger massivement vers la capitale. Ils étaient nombreux à être

venus d'autres régions, malgré les embouteillages dus aux nombreux

points de contrôle de gendarmerie aux entrées d'Alger ou à l'absence

totale vendredi de trains vers la capitale.

Certains

ont passé la nuit sur les trottoirs. Hocine, la vingtaine, et ses

quatre amis venus de Lakhdaria, à une soixantaine de kilomètres de

route, ont passé la nuit dans leur voiture. « On a mis la France dehors

en 1962, mais on n'a pas profité de la liberté avec ce régime qui n'a

pas changé depuis. On veut une Algérie nouvelle », a dit le jeune homme.

Enseignante retraitée, Nadia Foufa, 62 ans, se souvient avoir défilé le

5 juillet 1962, lors de la proclamation de l'indépendance :

« J'avais

cinq ans et on était heureux de cette indépendance. Mais maintenant,

nous sommes enchaînés et il n'y a aucune liberté. » Depuis plusieurs

jours sur les réseaux sociaux, de nombreux « tracts numériques »

appelaient à une mobilisation massive, dressant un parallèle entre les

1er novembre 1954 et 2019.

« Vous êtes tous concernés. Appel au

peuple algérien pour qu'il se prépare à [...] prendre d'assaut la capitale par millions et en provenance de toutes les wilayas le vendredi 1er novembre, jusqu'à faire tomber tous les bandits » au pouvoir, proclame l'un d'eux. « L'Histoire se répète. 1er novembre 1954-2019. Les 48 wilayas dans la capitale » pour une nouvelle « guerre de libération », peut-on lire sur un autre.

**« Gaïd Salah, dégage ! Il n'y aura pas de vote cette année »**

D'importantes manifestations se sont également déroulées dans de nombreuses villes du pays, selon des médias en ligne et les réseaux sociaux. Depuis qu'il a obtenu, début avril, la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le hirak, « mouvement » sans structure officielle ni dirigeant, ne faiblit pas et réclame désormais le démantèlement du « système » au pouvoir depuis 1962. Moins forte durant l'été, en raison de la chaleur et des vacances scolaires, la mobilisation contre le « système » au pouvoir depuis l'indépendance a repris à la rentrée scolaire et ne cesse de s'étoffer, sans toutefois atteindre l'affluence enregistrée vendredi. Cette mobilisation vendredi est un désaveu marquant pour le président Abdelkader Bensalah, qui a récemment affirmé que le mouvement de

contestation se limitait à « quelques éléments sortant dans la rue ».

Elle l'est aussi pour le général Ahmed Gaïd Salah, de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, sous la pression de la rue en avril. Le général Gaïd Salah a assuré récemment que la présidentielle prévue le 12 décembre pour élire un successeur au chef de l'État déchu avait « l'adhésion totale » des citoyens algériens. « Gaïd Salah, dégage ! Il n'y aura pas de vote cette année », lui répond en chœur vendredi une foule impressionnante, pour qui le scrutin ne vise qu'à régénérer le « système » dont elle exige le démantèlement. De nombreux manifestants sont venus d'autres régions du pays, répondant aux appels, lancés sur les réseaux sociaux, à « prendre d'assaut la capitale » 65 ans après le 1er novembre 1954.

Outre la mobilisation monstre vendredi, de nombreux citoyens ont répondu à un défi sur Internet consistant à se filmer, seul ou en groupe, en disant : « Je suis un Algérien et je suis un élément du hirak. » Une réponse ironique à de récents propos d'Abdelkader Bensalah, affirmant au président russe Vladimir Poutine que l'ampleur du mouvement était « exagérée » et se limitait à « quelques éléments [qui] sortent dans la rue chaque semaine.

[AFP/Le Point](#)

---

## **Révision constitutionnelle au Bénin : un président ne**

# **pourra faire “plus de deux mandats dans sa vie”**

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



## **Le Parlement**

**béninois a adopté vendredi une révision constitutionnelle prévoyant qu'un président ne pourra faire “plus de deux mandats dans sa vie”, limitant à trois le nombre de mandats législatifs et créant un poste de vice-président, dans un contexte de crise politique.**

## **La loi**

**portant révision de la Constitution – une première depuis son adoption en 1990-, a été votée à l'unanimité des 83 députés de l'Assemblée.**

## **Une**

**quarantaine d'articles ont été modifiés en un temps record par les parlementaires qui avaient indiqué jeudi leur volonté de voter la révision rapidement.**

## **La**

**Constitution garde inchangée la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels mais indique que “le Président de la République ne peut faire**

plus de deux mandats dans sa vie". L'ancienne formulation évoquait un mandat renouvelable une fois.

Les députés "ne pourront plus excéder trois mandats", alors qu'aucune limitation n'était jusque-là prévue pour les parlementaires.

Le nouveau texte prévoit en outre la création d'un poste de vice-président élu en duo avec le président de la République à la majorité absolue des suffrages lors d'un scrutin à deux tours.

## **La patrie "en danger"**

L'abolition de la peine de mort, une meilleure représentation des femmes au Parlement, l'organisation d'élections générales (présidentielle, législatives, municipales et locales) à partir de 2026 sont également prévues par la révision.

Le Parlement béninois est composé uniquement de députés de la majorité présidentielle, l'opposition ayant été exclue des législatives du 28 avril dernier à l'origine d'une crise politique qui avait provoqué des manifestations et des violences avec une dizaines de morts par balles.

L'opposition a annoncé son intention d'organiser une nouvelle manifestation

pour protester  
cette fois contre la révision constitutionnelle, sans en  
préciser la date.

Jeudi,  
plusieurs leaders de l'opposition se sont réunis à  
l'invitation de l'ancien  
président Nicéphore Soglo, pour définir les actions à mener.

“Notre  
patrie est en danger”, a déclaré l'ancien chef d'Etat  
(1991-1996). Le parti des  
Forces Cauris pour un Bénin émergent (FCBE) de l'ancien  
président Boni Yayi  
(2006-2016), actuellement en exil, a également fustigé “une  
révision précipitée  
et unilatérale”.

Avant  
d'entrer en vigueur, la nouvelle Constitution doit être  
validée par la Cour  
constitutionnelle et être promulguée par le chef de l'Etat.

[AFP](#)

---

# **Sommet Russie-Afrique à Sotchi : peut-on réellement parler d'un retour des Russes**

# sur le continent ?

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



Près d'une quarantaine de dirigeants africains sont attendus ces 23 et 24 octobre 2019 à Sotchi en Russie. Vladimir Poutine et son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, organisent un sommet Russie-Afrique inédit censé marquer le grand retour de la Russie sur le continent africain. Voilà pourtant près de vingt ans que ce retour est amorcé, après une décennie de désengagement.

Mars 2006. Vladimir Poutine vient d'entamer son deuxième mandat à la tête de la Russie. La visite est courte, une journée, mais elle est fructueuse. Le président russe est en Algérie et signe des contrats mirobolants. Plus de six milliards de dollars d'armement qu'Alger s'engage à acheter en échange de l'annulation de sa dette évaluée à près de 5 milliards de dollars. Quatre mois plus tard, les géants gaziers russe et algérien, Gazprom et Sonatrach concluent un accord de prospection et d'extraction.

La Russie se propose également de remettre à neuf le réseau algérien de gazoducs . Cet épisode vieux de quinze ans préfigure ce que sera, au cours des années suivantes, le retour de la Russie sur le continent africain.

Dès 2001, Vladimir Poutine, déjà lui, avait envoyé le président de la chambre de commerce et d'industrie de Russie, l'ancien Premier ministre Evgueny Primakov, effectuer une tournée en Afrique du Sud, en Angola, en Namibie et en Tanzanie.

Au cours de cette même décennie 2000, le président russe tentera de reproduire -sans grand succès- avec la Libye de

Mouammar Kadhafi les accords conclus avec Alger en 2006.

L'année 2013 sera ensuite marquée par d'énormes contrats d'armement entre Moscou et l'Égypte. La Russie se chargera aussi de construire près d'Alexandrie la première centrale nucléaire égyptienne, chantier estimé à près de 25 milliards de dollars sous la forme d'un prêt.

*C'était du jamais vu. Les Soviétiques ont plié bagage du jour au lendemain.*

### **Un diplomate ghanéen**

Dès lors, peut-on parler, en octobre 2019, d'une "reprise" des relations entre la Russie et l'Afrique ? Le sommet de Sotchi sera surtout l'occasion de montrer aux autres acteurs internationaux présents en Afrique qu'il faut aussi compter avec Moscou. Des acteurs au premier rang desquels la Chine, premier partenaire commercial du continent, très friande de grands sommets, à l'image du forum Chine-Afrique qui s'est tenu en septembre 2018 à Pékin en présence d'une cinquantaine de dirigeants.

## **Désengagement russe en Afrique**

Les relations entre la Russie et l'Afrique ont bien connu un trou d'air. Mais il fût assez bref. Une décennie environ. Le désengagement débute avec la fin de l'Union soviétique il y a une trentaine d'années.

La Perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev passe aussi par un abandon brutal du continent africain. *"C'était du jamais vu. Les Soviétiques ont plié bagage du jour au lendemain et l'URSS a été rayée de la carte"*, raconte un fonctionnaire ghanéen au chercheur Arnaud Kalika dans une note d'avril 2019 publiée par l'Institut français de relations internationales (IFRI), ajoutant que ce départ était *"une aubaine pour les autres"*.

Dans une [note publiée par l'observatoire franco-russe](#), le

chercheur Arnaud Dubien relate les propos du ministre russe des Affaires étrangères de Boris Eltsine, Andreï Kozyrev qui, dans les années 90, explique ce désengagement de manière assez abrupte : la priorité de la Russie est alors de *“rejoindre la communauté des Etats civilisés”*. Arnaud Dubien rapporte ainsi que *“dès 1992 (sous la présidence Eltsine, NDLR), Moscou annonce la fermeture de neuf ambassades, de quatre consulats et de treize des vingt centres culturels dont elle disposait sur le continent (...) et les échanges commerciaux entre l’Afrique et la Russie ne représentent plus que 760 millions de dollars en 1993, soit moins de 2% du commerce extérieur du pays”*.

Aujourd’hui, le volume des échanges entre la Russie et le continent représente 17 milliards de dollars (200 milliards avec la Chine et 275 avec l’Union européenne), dont 12 milliards pour la seule Afrique du nord, et *“nous sommes en train de préparer et de réaliser des projets d’investissement avec des participations russes qui se comptent en milliards de dollars”*, a dit Vladimir Poutine ce lundi 21 octobre dans un entretien avec l’agence de presse Tass.

*Moscou a finalement plus besoin de l’Afrique (...) que l’Afrique n’a besoin de la Russie.*

*Arnaud Kalika, chercheur*

Ce départ soudain et sans sommation mettra fin à près d’un siècle d’implication russe en Afrique marquée notamment par le quatrième congrès du Komintern, l’Internationale communiste, qui, en 1922, se penche sur la *“question africaine”*, voyant là un bon moyen de *“marquer des points dans la compétition qui les opposait au camp capitaliste”*, explique Arnaud Kalika.

Manifestation concrète, notamment, de cette coopération : des générations de jeunes africains partiront étudier en Russie. Une grande partie des élites du continent aujourd’hui est passée par Moscou ou Saint-Pétersbourg du temps de l’Union

soviétique. Parmi cette élite, reste un seul chef d'Etat, l'Angolais João Lourenço.

Aujourd'hui, s'il ne s'agit donc pas à proprement parler d'un retour sur le continent africain, la Russie reste à la traîne. Son départ brutal et sa décennie d'absence ont laissé des traces. Certes, le drapeau du Mozambique est toujours orné de la Kalachnikov emblématique de la Russie, mais si l'implication des Russes en République centrafricaine ces deux dernières années a été largement analysée, notamment en France, comme une volonté d'impérialisme poutinien, la réalité est nettement plus prosaïque. Selon le chercheur Arnaud Kalika, il s'agit essentiellement pour Moscou de répondre à un besoin en ressources naturelles et de pallier les sanctions économiques occidentales qui frappent la Russie depuis l'épisode ukrainien de 2014.

Et le chercheur de conclure : *“Nain économique du continent, Moscou a finalement plus besoin de l'Afrique (...) que l'Afrique n'a besoin de la Russie”*.

[tv5monde](#)

---

# **Seules des élections libres et transparentes peuvent assurer l'avenir démocratique en Afrique (Communiqué)**

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



**TOURNONS LA PAGE**  
l'alternance démocratique  
en Afrique

Présent à Niamey du 1er au 4 octobre 2019, à l'occasion du Sommet sur le « Constitutionnalisme pour la consolidation démocratique en Afrique » organisé par le National Democratic Institute (N.D.I), le mouvement Tournons la page félicite le Président de la République du Niger Mahamadou ISSOUFOU pour son attachement au respect de la limitation des mandats et son engagement à organiser des élections présidentielles de 2021 libres et transparentes. Tournons la Page se félicite de ce que son appel à l'alternance démocratique soit entendu par M. ISSOUFOU après une période de remise en cause de l'espace civique marquée par le harcèlement des militants pro-démocratie. Le chef d'Etat nigérien et les anciens Présidents présents à Niamey doivent continuer de promouvoir le principe d'alternance démocratique, acquis indispensable à la paix et au développement de l'Afrique.

Le mouvement « Tournons la page » prend activement part à ce Sommet de haut-niveau aux côtés de plusieurs anciens Chefs d'Etat dont le Béninois Nicéphore Soglo, le Nigérien Jonathan Goodluck, la Centrafricaine Catherine Samba-Panza et le Nigérien Mahamane Ousmane et aux côtés d'activistes et journalistes africains. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président M.Issoufou a indiqué que quitter le pouvoir pacifiquement en 2021, à la fin de son second et dernier mandat légal, serait sa plus belle réalisation. Offrir au Niger, sa première passation pacifique du pouvoir entre deux Présidents élus, est en effet un exemple à saluer. Alors que le bilan de l'alternance pacifique au pouvoir est mitigé sur le continent africain.

Au-delà de cet engagement, TLP invite le Président à tout

faire pour assurer un processus électoral libre et transparent en 2021 car la transition démocratique ne peut reposer que sur la mise en place d'un cadre électoral inclusif et équitable. Par ailleurs, de la République du Niger en sa qualité de Président en exercice de la CEDEAO et hôte du sommet sur le Constitutionnalisme à de tout faire pour convaincre les autres leaders de la sous-région à se plier à l'exigence démocratique de la limitation des mandats. Le développement de l'actualité politique en Guinée nous oblige à lancer cet appel et rappeler qu'il est encore temps d'agir d'écouter le désir d'alternance démocratique exprimé par le peuple guinéen. Il nous faut insister que le non-respect des dispositions constitutionnelles et le refus d'alternance est une source d'instabilité et de conflits sur un continent déjà trop meurtri par la violence.

Tournons la Page félicite les anciens Chefs d'Etats présents au Sommet pour leurs actes ayant permis des passations de pouvoir pacifiques et démocratiques dans leurs pays respectifs. Notre mouvement les invite plus que jamais à partager leurs expériences aux Chefs d'états qui s'accrochent encore au pouvoir et de leur rappeler qu'une autre vie est possible après la présidence.

Tournons la page est reconnaissant au NDI et aux autres partenaires du sommet pour la tenue de cet événement qui nous a permis de porter encore plus haut les demandes légitimes des jeunes, des femmes, et de tous les citoyens africains pour une Afrique débarrassée des dynasties au pouvoir.

Pour qu'il en soit ainsi, Tournons la page demande aux chefs d'Etats Africains en général et à ceux qui connaissent qui ne se sont pas encore approprié le principe de l'alternance démocratique en particulier :

- **De renoncer aux changements des constitutions pour se maintenir au pouvoir.**
- **De mettre en place des conditions qui permettent**

l'alternance démocratique en s'abstenant de toutes manœuvres qui pourraient empêcher la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles ;

- de relancer le dialogue politique véritablement inclusif partout où cela s'impose en dépassant les points de tensions sur les processus électoraux et d'impliquer toutes les parties à s'investir pour des élections sans heurts ;
- Inciter les citoyens africains, en particulier les jeunes et les femmes, à s'inscrire massivement sur les listes électorales afin que les institutions mises en place puissent bénéficier d'une légitimité forte auprès des populations ;
- Garantir les libertés fondamentales de toutes les parties prenantes au processus électoral et notamment de la société civile, garante d'un processus électoral de qualité.

En Afrique, comme ailleurs, il n'y a pas de démocratie sans alternance !

*Tournons La Page est un mouvement citoyen qui entend rassembler le plus largement possible autour d'une vision et des valeurs communes de respect des droits humains fondamentaux et des principes démocratiques.*

Lire [tournonslapage.com](http://tournonslapage.com)

---

# Déclaration de Niamey en

# **faveur de la limitation des mandats présidentiels**

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



**Un sommet sur le constitutionnalisme et la limitation des mandats présidentiels s'est tenu à Niamey, au Niger, du 2 au 4 octobre 2019 sous invitation du NDI et ses partenaires, notamment la Fondation Kofi Annan, OSIWA et le Africa Forum, avec la participation d'anciens Chefs d'État africains, leaders de la société civile et professionnels des médias, afin d'examiner le constitutionnalisme, la consolidation de la démocratie et le transfert pacifique du pouvoir exécutif sur le Continent. Les participants remercient vivement le Gouvernement du Niger pour avoir accueilli ce sommet.**

Nous, les participants, saluons les progrès accomplis dans les cadres constitutionnels d'une grande majorité des pays africains au cours des trois dernières décennies, notamment, l'adoption de la limitation des mandats présidentiels qui facilite le renouvellement du leadership politique, dans un Continent en pleine mutation démographique, économique et politique. A cela s'ajoutent les efforts de construction d'un Etat de droit à travers le Continent, avec ses corollaires de justice, d'efforts de réconciliation et de renforcement de la cohésion nationale.

Nous relevons cependant que l'on assiste à un recul démocratique suite à des modifications constitutionnelles intempestives, qui ont supprimé le verrou de la limitation des mandats adopté lors du renouveau démocratique des années 1990

qui a marqué la fin de la guerre froide après l'écroulement du Mur de Berlin. Selon le Africa Center for Strategic Studies, sur les 21 pays africains qui ont maintenu les limites de mandats, les chefs d'Etat ne sont au pouvoir que depuis 4 ans, en moyenne. Par contre, le temps moyen au pouvoir pour les 10 dirigeants africains qui ont éludé la limitation de mandats est de 22 ans. Or, la suppression de la limitation du mandat sape la confiance des populations, accroît la concentration du pouvoir entre les mains d'un ou d'une poignée d'individus et réduit de ce fait l'espace politique. Cette tendance entraîne finalement des risques accrus de tension, de violence politique et même de conflits civils.

Nous nous réjouissons que la jeunesse africaine, un groupe démographique important, soit désireuse de participer et de contribuer à son tour à la gouvernance démocratique et au développement du Continent. Cependant, nous regrettons que des chefs d'Etat ayant duré au pouvoir, limitent des opportunités de participation et de renouvellement du leadership politique, ainsi que de l'alternance démocratique.

Nous affirmons et nous nous engageons donc à :

**Promouvoir et défendre les principes du constitutionnalisme, de l'Etat de droit et du respect de la limitation des mandats**

Les actions concertées de tous les africains tant au niveau de la base qu'au niveau du sommet, doivent servir à promouvoir le constitutionnalisme et la limitation des mandats. Aussi, nous nous engageons à unir nos voix pour exiger le respect de la limitation des mandats présidentiels, de la règle constitutionnelle et de l'Etat de droit de manière généralisée partout en Afrique. C'est un facteur de paix, de stabilité et de développement.

Individuellement et collectivement, nous nous engageons à promouvoir les principes de constitutionnalisme et d'Etat de droit énoncés dans la Déclaration universelle des droits

de l'Homme, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (ci-après "la Charte") et les constitutions de divers pays africains, concernant notamment la limitation des mandats présidentiels et le renouvellement du leadership politique.

Nous soutenons les aspirations à la consolidation de l'ordre constitutionnel et à l'instauration d'une culture de démocratie et de paix, inscrites dans la Charte, visant aussi à établir des normes de changement politique pacifique à l'échelle continentale. La Charte soutient également la tenue d'élections régulières, crédibles et inclusives et le renforcement des institutions politiques.

*Il est alors évident que les révisions constitutionnelles ou les modifications décidées au seul profit d'un individu ou d'une minorité par le biais de la suppression ou de la modification de la limitation des mandats présidentiels sont contraires aux aspirations démocratiques. Bien que de tels changements puissent cadrer avec la loi, ils ne respectent pas la parole donnée qui doit être sacrée et contrarient de ce fait l'esprit de la constitution originale.*

Au-delà d'un instrument juridique, les constitutions doivent être considérées comme un engagement moral entre citoyens. Pour cela, des changements constitutionnels substantiels doivent être adoptés par voie référendaire et non pas par vote législatif uniquement.

### **Faciliter des transferts pacifiques du pouvoir**

Nous réaffirmons à nouveau, que les chefs d'État africains, les partis politiques, la société civile, les médias et les citoyens en général ont le devoir de faciliter les transferts pacifiques du pouvoir et doivent créer des environnements propices à une transition sans heurts d'un régime et d'une administration à l'autre.

Nous pensons que des cadres juridiques efficaces permettant des élections transparentes et crédibles, et prévoyant des mécanismes de résolution pacifique des contentieux électoraux, empêchent les désaccords politiques de dégénérer en violence. Par ailleurs, nous apportons notre soutien aux lois adoptées dans plusieurs pays africains qui facilitent le transfert pacifique du pouvoir exécutif et permettent une collaboration constructive entre les gouvernements successifs.

Nous encourageons les pays à adopter les procédures appropriées permettant aux Présidents en exercice de procéder à un transfert pacifique du pouvoir au prochain gouvernement, avec une redevabilité effective en matière de transfert d'actifs et d'autorité administrative. Nous exhortons les Présidents en exercice à établir des délais rapides pour faciliter le respect de ces procédures.

### **Encourager un consensus national et continental sur le respect des limites du mandat présidentiel**

Nous appelons tous les africains à réaffirmer leur volonté de soutenir les progrès démocratiques réalisés sur le Continent en souscrivant à cette Déclaration de principes en faveur du constitutionnalisme, de l'Etat de droit et du respect de la durée du mandat présidentiel.

Nous appuyons la ratification, la domestication et la mise en œuvre de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et de tout instrument conventionnel pertinent renforçant le constitutionnalisme sur le Continent. Cela permettrait le renforcement de l'Etat de droit et l'établissement des institutions dans leur esprit et dans la lettre. Nous encourageons également la création ou le renforcement de mécanismes de dialogue politique et social à l'intérieur des différents pays.

**Nous exhortons les anciens dirigeants, à travers leurs bons offices et en collaboration avec la société civile et les**

médias, à poursuivre leurs efforts pour renforcer la démocratie sur le Continent et, le cas échéant, à servir de médiateurs et de pacificateurs. Ces actions confirmeront aux Présidents en exercice qu'il existe une vie digne et utile après le Palais présidentiel.

Nous soutenons l'utilisation de cette déclaration comme outil de plaidoyer pour mettre à la disposition des peuples africains les moyens de tenir leurs dirigeants responsables et de les inciter à s'engager pleinement en faveur de la limitation constitutionnelle du nombre de mandats présidentiels.

Fait à Niamey, le 4 octobre 2019

Lire aussi [Réunis autour de Issoufou Mahamadou à Niamey, des anciens chefs d'état africains disent Non à un troisième mandat sur le continent](#)

---

# Réunis autour de Issoufou Mahamadou à Niamey, des anciens chefs d'état africains disent Non à un troisième mandat sur le continent

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



Plusieurs anciens chefs d'états, des constitutionnalistes de renommée mondiale sont à Niamey dans le cadre d'une Conférence internationale sur le Constitutionnalisme et la Consolidation de la Démocratie en Afrique.

Nicéphore Soglo du Benin, Goodluck Jonathan du Nigeria, Mahamane Ousmane ,ancien président du Niger, ainsi que l'ancienne présidente du Liberia Ellen Johnson Searlef sont invités à la réunion.

Le chef de l'état nigérien Issoufou Mahamadou hôte du sommet a réaffirmé son engagement à ne pas se représenter en 2021.

« Je respecterai scrupuleusement les dispositions de la République du Niger. Mon désir le plus ardent est de passer le pouvoir en 2021 à un successeur démocratiquement élu, ce sera une première dans notre pays depuis son accession à l'indépendance » à déclaré le président Issoufou Mahamadou.





Issoufou Mahamadou ✓  
@IssoufouMhm



Issoufou  
@Issoufo

Je crois à la nécessité de l'alternance démocratique, qui permet la respiration démocratique. La respiration démocratique favorise la stabilité des institutions. Passer le pouvoir en 2021 à un successeur démocratiquement élu sera ma plus belle réalisation.

-IM

(2/2)

J'ai été hono  
cérémonie d  
constitution  
démocratie  
présence d'a  
(1/2)



Tout en faisant remarquer qu'en Afrique, 35 pays ont limité les mandats, 12 n'ont aucune limitation, six ayant aboli la limitation et deux ayant modifié la limitation Issoufou Mahamadou a ajouté que « **le peuple aspire au changement de manière périodique et la limitation de mandats lui offre cette opportunité** ».

Selon un participant, l'objectif de la rencontre de Niamey est d'amener les dirigeants africains notamment ceux de la sous-région à éviter de modifier la constitution de leur pays pour s'éterniser au pouvoir.

Un signal fort pour dissuader certains présidents de la sous-région qu'il "y a une vie après la présidence" dira le participant.

Les discussions qui dureront trois jours, sont organisées par le National Democratic Institute (NDI) en partenariat avec Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), Africa Forum et la Fondation Koffi Annan.

Le Niger se prépare à des élections présidentielles en 2021 au cours desquelles interviendra pour la première fois, une passation du pouvoir entre deux présidents élus démocratiquement.

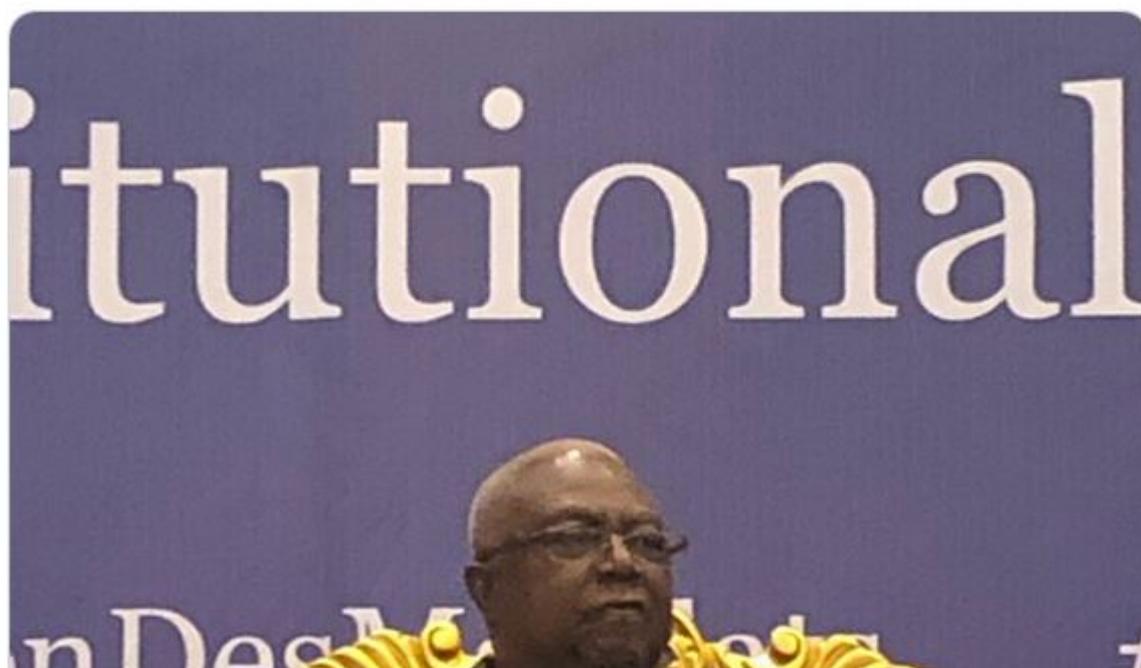
[Lire la source : Non à un troisième mandat sur le continent en discussion à Niamey \(NB: le titre et les illustrations sont différents\)](#)



**Chantal Naré**  
@ChantalNare



“Les présidents qui disent qu’ils n’ont pas encore fini et ne veulent pas partir : personne ne peut tout finir avant la fin de son mandat. Nous reprenons là où les autres ont laissé” Pr Amos Sawyer ancien président du [#Liberia](#) [#KnowYourLimits](#) [#LimitationDesMandats](#) [#Niger](#)



---

# **En Ethiopie, un processus électoral qui s'annonce « turbulent »**

écrit par GuineePolitique© | 1 janvier 2020



Les doutes montent sur la capacité à tenir le calendrier des élections générales, prévues pour mai 2020, notamment face à la recrudescence des violences intercommunautaires.

Vieux militants sur le retour, universitaires ayant troqué leur uniforme du maquis pour un costume, jeunes ambitieux désireux de s'engouffrer dans la brèche ouverte quelques mois plus tôt par le premier ministre... Ce matin de novembre 2018, ils étaient tous présents à Addis-Abeba lors de la première session officielle de discussion avec les partis politiques depuis le retour triomphal de certains d'entre eux après des années d'exil.

L'événement était historique, concrétisant la promesse d'Abiy Ahmed, jeune réformateur arrivé au pouvoir en avril 2018, d'ouvrir l'espace politique en vue des prochaines élections. En faisant défiler les diapositives, tel un jeune cadre dynamique, il renouvelait son engagement d'organiser des élections « *libres, justes, crédibles et démocratiques* ». Quasiment un an plus tard, l'échéance électorale approche : sauf report, les élections générales auront lieu en mai 2020.

Beaucoup croient en la bonne foi d'Abiy Ahmed. Mais le doute est permis, car le pluralisme n'est pas vraiment inscrit dans l'ADN de la coalition au pouvoir depuis 1991, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF, en anglais), dont M. Abiy est le président. En 2005 déjà, les élections générales devaient être le premier scrutin démocratique de l'histoire. Mais la manipulation des résultats par l'EPRDF les a viciées, rappelle l'ancienne parlementaire Ana Gomes, alors à la tête de la mission d'observation de l'Union européenne. Les violences post-électorales ont fait

des dizaines de morts. Les scrutins qui ont suivi ont été entachés d'irrégularités et jugés peu crédibles par de nombreux observateurs.

## Sceller l'avenir du pays

« Dans le passé, nous avons organisé des élections pour les mauvaises raisons, c'est-à-dire pour légitimer la coalition au pouvoir. La concurrence était déloyale », déplore Eyob Mesafint, membre du comité exécutif du nouveau parti Citoyens éthiopiens pour la justice sociale (Ezema). La preuve par les chiffres : en 2010, seules trois circonscriptions législatives sur 547 n'étaient pas entre les mains de la coalition et de ses alliés. Cinq ans plus tard, celle-ci raflait tous les sièges de la chambre basse du Parlement lors d'un scrutin uniquement surveillé par des observateurs de l'Union africaine.

Cette fois, les partenaires internationaux sont rassurés par les déclarations suivies d'actes du premier ministre. Ils vont suivre avec attention l'échéance électorale qui va sceller l'avenir de ce pays stratégique de la Corne de l'Afrique. Premier gage de bonne foi : Abiy Ahmed a nommé Birtukan Midekssa, l'une des têtes de file de l'opposition en 2005, à la tête de la Commission électorale nationale éthiopienne (NEBE, en anglais). La désignation de cette juge passée par les cases prison et exil, et connue pour son respect inconditionnel de la loi, est aux yeux de tous un bon signe pour le renforcement de l'indépendance de la NEBE, une instance accusée par le passé d'être partisane.

Le calendrier est toutefois serré et crée des dissensions. Si le comité exécutif de l'EPRDF a convenu que les élections devaient se tenir à temps, d'autres partis mettent en garde contre toute précipitation. « Les institutions doivent être impartiales, mais elles ont besoin de temps pour être bien établies », affirme Eyob Mesafint. Des efforts sont en cours

*mais, en huit mois, le système judiciaire peut-il être libre et équitable, la police et l'armée impartiales, la commission électorale organisée dans chaque district ? Nous ne le pensons pas.* » La NEBE doit encore recruter au moins 250 000 agents électoraux qui seront envoyés dans les quelques 45 000 bureaux de vote.

## **Un véritable parti-Etat**

Il lui faut également répondre aux inquiétudes de plus de cent groupes d'opposition : le Joint Council of Political Party, l'organisme qui les représente, a menacé de boycotter le scrutin si des modifications n'étaient pas apportées à la nouvelle loi électorale approuvée à l'unanimité par le Parlement fin août. Ils contestent notamment le fait de devoir obtenir la signature de 10 000 membres fondateurs pour créer un parti national, au lieu de 1 500.

Leur préoccupation peut sembler injustifiée dans un pays de près de 110 millions d'habitants, où environ 50 millions de personnes devraient se rendre aux urnes. Mais de nombreuses formations politiques, écrasées pendant vingt-huit ans, manquent aujourd'hui de ressources et de réseaux. Tandis que l'EPRDF, véritable parti-Etat, a étendu son contrôle à tous les échelons administratifs.

Ce contrôle politique et social peut-il déséquilibrer la compétition au profit de l'EPRDF ? Selon une source qui suit ces questions, si les Ethiopiens souhaitent l'indépendance totale, le processus électoral ne pourra pas être parfait dans le temps imparti et doit plutôt être « *suffisamment crédible et juste* » pour être acceptable par la majorité.

## **Certains signaux sont négatifs**

L'organisation du scrutin pourrait aussi être menacée par l'instabilité dans le pays. En juin, le recensement de la

population a été reporté en raison du climat sécuritaire miné par des affrontements intercommunautaires. « *En période électorale, nous entrons en période de surenchères, qui ne sont certainement pas des facteurs de pacification* », indique le chercheur René Lefort, spécialiste du pays. Il craint « *une reprise à forte échelle, voire pire, des heurts ethniques* ».

D'autant que les partis ethnonationalistes sont très populaires en Ethiopie. Du côté de la communauté diplomatique, on admet que le processus électoral sera « *turbulent* ». La NEBE devrait, en tout cas, rapidement évaluer son état de préparation, à plus petite échelle, tandis que le référendum sur l'autodétermination du peuple sidama, qui souhaite la création de sa propre région, comme l'y autorise la Constitution, est programmé pour novembre.

Pour Dessalegn Chanie, président du Mouvement national de l'Amhara (NaMA), « *c'est la dernière chance pour l'Ethiopie d'organiser des élections démocratiques* ». Certains signaux sont négatifs, comme l'arrestation de membres de son parti après ce que le gouvernement a qualifié de « *tentative de coup d'Etat* » régional, en juin. Il reproche aussi à la municipalité d'Addis-Abeba, dont le maire intérimaire est membre de la coalition au pouvoir, d'empêcher le NaMA d'organiser des rassemblements. « *Ils essaient de nous faire taire* », maugrée-t-il. La nouvelle loi électorale devrait toutefois permettre aux partis de saisir le tribunal en cas d'intimidations. « *Nous verrons en temps voulu si les irrégularités sont acceptées ou non par la NEBE* », conclut-il.

Source : [Lemonde](#)